

dépôt le 26/06/25  
radio-zinzine info  
04300 Limans

FORCALQUIER

**P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE



**RADIO ZINZINE**  
**INFO**

**L'IRE**  
**des chénaies**

**N°1061 - 26 juin 2025**

## S'organiser contre l'informatisation de la société

«Nous, "public", "usagers", "simples citoyens", avons été placés devant le fait accompli. Ou plus exactement, comme c'est la règle en matière de nouvelles technologies, le débat n'a pas existé, car la technologie n'est pas censée être politique. [...] Il n'existe ni lieu ni moment pour en débattre.»

Célia Izoard, *Merci de changer de métier*, éditions de la Dernière lettre, 2020.

Le 15 juin 2021, la répression «antiterroriste» (SDAT, GIGN et autre PSIG) s'abattait en Limousin sur plusieurs personnes soupçonnées d'avoir provoqué des incendies pour dénoncer le déploiement du compteur Linky puis de la 5G. Il est frappant de constater que les moyens policiers employés pour mener l'enquête qui a

conduit aux arrestations reposent sur les mêmes dispositifs techniques que ceux qui étaient dénoncés par les sabotages: traçabilité des citoyens par l'utilisation du réseau mobile et de la surveillance de l'espace public, élaboration et mise en correspondance de fichiers de renseignements, dépense d'énergie faramineuse, etc.

Cette affaire, parmi tant d'autres, montre à quel point l'informatique a permis de construire un monde fermé sur lui-même, sans alternative possible, verrouillé dans une accélération mortifère qui ne semble pas avoir de fin. Commercialisation massive des ordinateurs dans les années 1980, distribution générale de l'Internet dans les années 1990, déferlement des smartphones dans les années 2000, accélération permanente des calculateurs et des réseaux, et désormais avènement de l'incompréhensible «IA»... La technologie et ses exigences matérielles ont envahi tous les territoires de la Terre et de la vie sociale. Est-il encore possible d'arrêter cette boucle infernale?

### **Le «nuage» et ses réalités**

En à peine deux générations, nous sommes ainsi entrés dans un monde où celles et ceux qui ne vivent pas (encore) derrière un écran sont nécessairement gouvernés et surveillés par celles et ceux qui le font. Cette politique embarque pourtant avec elle, dans ses conditions de possibilités comme dans ses effets, une série de réalités délétères.

C'est le travail des paysans, des éleveuses, des forestiers, contraint par l'obligation de pucer les bêtes et de numériser leurs parcelles; c'est le travail des ouvrières et employées aliénées une seconde fois par l'automatisation, le découpage et le minutage des tâches; c'est le travail des enseignants saboté par l'obligation de fichage des élèves et la validation numérique de leurs «compétences», les parents et les élèves noyés dans ProNote ou ParcoursSup; ce sont les conseillères de France Travail qui en viennent à se comparer elles-mêmes à des «cliqueuses professionnelles», les travailleurs des entrepôts péri-urbains qui se vivent comme des «robots» soumis aux ordres de casques à commande vocale, c'est la suppression des guichets administratifs qui prive les gens de l'accès à leurs droits et à la solidarité. C'est l'ubérisation généralisée et les purges numériquement assistées dans les ressources humaines de tous les secteurs.

La logique numérique et calculatrice s'est déployée dans tous les secteurs de la vie, transformant le travail autant que le gouvernement, l'économie autant que les échanges sociaux, les relations avec l'environnement autant que le cours des guerres. Sur ce dernier point, il devrait suffire d'observer les innovations militaires qui se sont mises en place ces dernières années (depuis les frappes de l'armée israélienne déterminées par les calculs de l'IA jusqu'à la course à l'équipement technologique qui sous-tend le conflit russo-ukrainien) pour reconnaître que *démilitarisation* et *dénumérisation* n'ont jamais été aussi imbriquées.

En parallèle, plus personne n'ignore que la plus grande arnaque de la «dématisation» est en fait sa formidable matérialité. En effet, celle-ci consiste avant tout à produire des puces, des circuits, des câbles, des centrales, des objets connectés de plus en plus variés, puis à distribuer ces produits à l'échelle mondiale, à renouveler encore ces machines et les réseaux qui permettent de les faire fonctionner, puis à les redistribuer encore. La réalité écologique de la «dématisation» est ainsi celle d'une destruction sans frein des sols et des cours d'eau, qui ne cesse de s'accélérer au nom même de la «transition» et du solutionnisme technologique. Ce sont les fermes de serveurs qui consomment autant d'énergie que des villes entières, et dont on

nous promet encore la multiplication. C'est le projet Star-Link qui déploie des milliers de satellites, au point de masquer les étoiles elles-mêmes, au nom du «besoin» de couvrir les zones blanches. C'est aussi le verrouillage, au nom de la «continuité de service», de l'ensemble des systèmes sociaux par une mise en dépendance criminelle envers des infrastructures imposées – comme pour le nucléaire? Mais *en plus* du nucléaire.

La consommation d'énergie du secteur numérique augmente de 9% par an, et est appelée à augmenter encore du fait du développement de la prétendue intelligence artificielle. La durée de vie des objets du monde numérique, toujours plus nombreux, est sans cesse plus courte. Le coût humain de toute cela, enfin, c'est celui des suicidés des usines Foxconn, des travailleurs déshumanisés qui entraînent à longueur de journée le Copilot de Microsoft ou les caméras à reconnaissance faciale, des populations entières exploitées ou déplacées pour l'exploitation des minerais, des guerres et des politiques coloniales pour l'accès à ces ressources.

*Pour toutes ces raisons, il nous semble essentiel de considérer avec le sérieux qu'elles méritent l'ensemble des conséquences désastreuses de l'informatisation de la société, ainsi que de trouver des voies pour nous y opposer.*

### **La résistance a toujours été là**

Si les analyses de cette catastrophe historique ne manquent pas, les actions et mobilisations pour tenter de l'empêcher non plus. À commencer bien sûr par les pratiques individuelles par lesquelles de nombreuses personnes cherchent à se dégager de l'emprise numérique sur leur quotidien, percevant bien que «l'apprentissage machine», le «big data» et la «surveillance globale» dépendent pour partie de leur contribution bénévole et de celle de leurs contemporains.

Au reste, on ne saurait oublier que le déferlement numérique a aussi été confronté depuis ses débuts à une multitude d'oppositions collectives: mobilisations syndicales contre la dépossession de l'outil de travail, manifestations contre les premières tentatives de fichage de masse (dont une des issues, bien insuffisante, fut la création de la CNIL), sans oublier diverses actions de sabotages, comme les destructions et incendies de machines revendiqués dans les années 1980 par le Comité pour la Liquidation ou le Détournement des Ordinateurs, le CLODO, à Toulouse. Ces oppositions n'ont d'ailleurs pas cessé jusqu'à aujourd'hui d'accompagner les phases ultérieures du déploiement de la «méga-machine»: dénonciation de l'accumulation des lois de surveillance (par exemple avec la Quadrature du Net), sabotages et incendies contre le déploiement de la 5G, de la fibre optique et des infrastructures de l'hyper-connexion (qui ont eu lieu par centaines ces dernières années), luttes collectives contre l'extractivisme minier et hydrique (par exemple avec les collectifs Stop Mines en France et les nombreuses mobilisations dans le monde entier), mise en évidence des liens organiques entre les conflits armés et l'industrie technologique (avec le collectif Génération Lumières), critique publique du déferlement numérique et de ses effets destructeurs (avec des collectifs comme Écran Total ou Lève les Yeux)...

À bien y regarder, il n'est presque plus un seul mouvement d'opposition dans le monde qui ne se trouve amené à faire le lien entre l'oppression qu'il dénonce et les effets antisociaux de l'informatisation générale.

### **Sortir des brumes, affronter le réel**

Nous pensons d'ailleurs que c'est dans cette capacité à relier toutes ces dimensions délétères que réside la possi-

bilité d'aller encore au-delà, et d'envisager l'indispensable construction d'une critique massive et internationale.

En novembre 2024, se tenait à Marseille le festival «Le nuage était sous nos pieds», au cours duquel à partir de la dénonciation de la construction de nouveaux «data centers», ont été proposés divers moments de réflexion et de débat public pour documenter les réalités matérielles de la numérisation générale.

Au mois de mars dernier, des rencontres à Grenoble autour de «L'Impossible relocalisation» ont réuni des centaines de personnes de plusieurs pays pour partager et mettre en lien les témoignages des désastres et des résistances liés au déploiement de la méga-machine dans le monde entier. Une grande manifestation et des actions concrètes se sont tenues afin de dénoncer l'extension des deux usines de puces électroniques, révélant au passage la chaîne d'interdépendances qui relie la guerre civile en RDC (dans un contexte de concurrence sur les ressources minières), les collusions entre le pouvoir politique et techno-industriel, l'accaparement des ressources en eau pour la fabrication des puces, et l'usage militaire d'une partie de cette production.

À l'instar de ces mobilisations, il s'agit désormais de sortir des brumes et d'affronter le réel. C'est pourquoi les personnes et les collectifs signataires de cette tribune invitent à multiplier les espaces dans lesquels l'informatisation de la société, et toutes les réalités qu'elle implique, pourront rencontrer la critique et l'opposition qu'elles méritent. Dans cette perspective, ils et elles invitent chacun·e à participer aux rencontres proposées en Limousin du 27 au 29 juin prochain par le comité 15 juin (voir <https://labogue.info/spip.php?article1054>), ainsi qu'à soutenir activement les personnes poursuivies pour leurs actions dans ce cadre.

Mai 2025.

Notre collectif, constitué en soutien aux personnes interpellées le 15 juin 2021 dans une affaire de sabotage dont le procès est toujours en attente, vous propose de joindre votre signature à cette tribune.

Le lien avec toutes les précisions utiles:

<https://mensuel.framapad.org/p/TribuneComite15juin>

La procédure proposée est d'ajouter son nom au bas du texte, et de confirmer par l'envoi d'un mail à l'adresse du comité. Merci d'avance pour vos contributions, et pour toutes les signatures que vous pourrez contribuer à collecter!

Le comité 15 juin. <[comite15juin@riseup.net](mailto:comite15juin@riseup.net)>

## Revue Z n°17

Lors du salon de la micro-édition La Chèvre au Molodoï à Strasbourg du 25 au 27 avril dernier, la Revue Z, revue itinérante d'enquête et de critique sociale, présentait son n°17 qui propose une immersion autour de la santé à Saint-Étienne (42).

Lou, membre de la revue rencontrée à Strasbourg, nous explique avoir «hérité de quelque chose en route qui a été créé en 2009 par certain.es, puis repris par d'autres, puis

encore d'autres. Aujourd'hui, la majorité de l'équipe est en place depuis deux numéros».

L'idée motrice de la revue, c'est qu'à chaque numéro le collectif «se déplace sur une ville ou un territoire donné, choisi à l'avance. Puis on va enquêter, rencontrer des gens autour d'une thématique. On va raconter depuis les luttes, depuis les gens qui résistent, qui s'organisent. On essaye un peu d'enquêter sur la destruction par le néolibéralisme, de laisser des traces d'initiatives qui existent ou qui ont existé, des nœuds qui traversent nos organisations. De trouver des équilibres entre documenter ce qui nous écrase et documenter aussi ce qui nous fait du bien».

À l'automne dernier, le collectif s'est déplacé à Saint-Étienne pendant cinq semaines pour travailler autour des questions de santé, «de la destruction en cours du système de soins public, des gens qui s'organisent en dehors du système institutionnalisé avec l'idée de se demander, dans la séquence et la période de fascisation qu'on est en train de vivre, avec une destruction accélérée des services publics, ce qui se joue à cet endroit-là. En fait, un des objectifs de la fascisation c'est de faire que les gens n'aillent pas bien, qu'ils n'aient pas l'énergie de se battre contre ce qui est en train d'arriver. D'isoler les gens. Face à cela, nous avons besoin de nous organiser, de préserver nos santés pour avoir de l'énergie, avoir de la force pour lutter et continuer à essayer de vivre une vie un peu heureuse».

Pour le Z n°17, ce qui a décidé le choix de la ville et de la thématique, c'est le fait que «deux copines stéphanoises du collectif étaient enceintes. Elles sont impliquées dans les luttes, en lien avec plein de monde sur place. On ne va pas n'importe où, il faut qu'on puisse avoir des contacts parce qu'en réalité notre séjour est quand même court. C'est bien si en amont on a déjà un peu réussi à avoir des discussions avec des personnes qui sont motivées pour nous rencontrer, pour nous raconter un peu ce qui se passe».

Les aspects logistiques sont aussi très importants à organiser: «on vit collectivement entre 10 et 15 personnes selon les jours pendant toute la durée du séjour. Ce qui était très très chouette, c'est qu'on a été hébergé.es par une personne qui avait une maison vide en attendant des travaux. Elle nous l'a prêtée gracieusement. Pour le numéro précédent, on était en Seine-Saint-Denis, hébergé.es dans des squats. Cet aspect matériel est vraiment primordial pour le choix d'un numéro».

Une fois dans les murs, «il y en a qui vont un peu à tous les rendez-vous militants en essayant de rencontrer du monde. D'autres vont passer beaucoup de temps dans les hôpitaux, rencontrer des syndicalistes, des professionnels de la santé, des collectifs qui s'organisent autour de ça. Puis, au fur et à mesure des semaines, se dessinent des sujets qui prennent un peu plus d'importance. Il y a aussi des gens qui savent dès le début sur quoi ils veulent travailler. On amasse énormément de matière avant que ne vienne un temps un peu plus douloureux où il faut faire des choix.

Dans chaque numéro, l'idée c'est aussi de proposer une photographie à la fois autour du thème et à la fois autour de la ville, du territoire où on enquête. Pour nous, c'est difficile de parler de Saint-Étienne, de comprendre les enjeux actuels sans tirer des fils historiques. Il y a un gros terreau de solidarité qui n'est pas tombé du ciel. Il y a une histoire industrielle, une histoire ouvrière qui est importante, liée à l'immigration européenne et postcoloniale. On a à cœur de documenter ça, mais avec un regard critique. De comprendre ce qu'il y a à raconter sur la ville à travers le prisme de la santé.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-

Briançon 101.4-Ernbrun 100.9-Gap 106.3-Aix en

Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine- site ueeb: <[www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)>

La santé, ce n'est pas juste avoir accès aux soins. C'est avoir de bonnes conditions de logement, de la bouffe dans son frigo. C'est avoir de bonnes conditions d'existence! On a une approche globale. Par exemple, il y a un article sur une parodie stéphanoise de «Plus belle la vie» qui s'appelle «La vie plus belle». C'est une sorte de remake local qui tourne depuis plusieurs années avec des gens qui jouent plusieurs personnages. Chaque mois, c'est projeté dans un cinéma, à prix libre, et la thune finance des luttes locales. C'est toujours blindé. Pour nous, c'est aussi une façon de prendre soin de soi, de trouver de la joie dans notre quotidien, de fabriquer des choses ensemble. Même si ce n'est pas directement politique, nous on trouve beaucoup de sens là-dedans.

Et du coup, on documente aussi ces petites histoires-là parce que ça fait du bien en fait!»

Jocelyn Peyret (Les autres voix de la presse)  
<https://www.jne-asso.org/>

Pour aller plus loin :

- Revue Z : <https://ladernierelettre.fr/revue-z/>
- Salon La Chèvre : <https://azqs.com/lachevre/>

## Résistances paysannes face à l'industrialisation

Dans la série d'émission **Racine de Moins Un**, je vous propose d'écouter Silvia Pérez-Vitoria, enseignante en agroécologie à l'Université internationale d'Andalousie (Espagne), qui travaille depuis de longues années sur les questions paysannes. Dans le cadre de la tournée nationale de conférences-débats organisée par l'Atelier paysan sur le thème «La technologie va-t-elle sauver l'agriculture? La place de la machine dans l'autonomie paysanne» à l'automne 2019, elle répondra aux questions: Comment les paysans ont-ils failli disparaître? Comment y a-t-il eu une ré-émergence des luttes paysannes dans le monde? Son idée pivot: il faut redonner la centralité à la question paysanne.

À écouter sur les ondes de **Radio Zinzine** ou à télécharger gratuitement sur notre site.

Bonne écoute!

Tranbert

Ci-dessous un extrait d'un entretien avec Silvia Pérez-Vitoria: Silence: *Vous évoquez dans La riposte des paysans les impasses et les ravages de l'agriculture industrielle et concluez que poursuivre sur cette voie serait suicidaire. Qu'en est-il?*

Silvia Pérez-Vitoria: Continuer dans la voie de l'agriculture industrielle serait en effet suicidaire pour l'humanité, tant sur le plan environnemental que sur le plan social. C'est la survie même de l'humanité qui serait menacée. Ce système est en train de détruire la nature d'une manière qui commence presque à devenir irréversible. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les deux tiers de la superficie agricole mondiale se sont dégradés par érosion, salinisation, compactage des sols, perte de nutriments et pollution. De même le développement des monocultures a fortement diminué la biodiversité. Un rapport de la FAO datant de 1996 constate que les trois quarts de la diversité génétique des espèces cultivées ont disparu au XX<sup>e</sup> siècle.

L'industrialisation de l'agriculture s'est traduite par de graves conséquences au plan social. Dans les pays du sud, les paysans dépossédés de leurs terres s'entassent dans des bidonvilles. On estime aujourd'hui à un milliard le nombre de gens vivant dans ces bidonvilles dans des condi-

tions inhumaines.

S: *Vous évoquez une transformation du paysan en exploitant agricole qui se serait opérée au XX<sup>e</sup> siècle. Comment s'est-elle réalisée?*

SPV: Les agricultures paysannes avaient autrefois avant tout une vocation nourricière. Elles étaient fondées sur l'autonomie, le respect de la nature et privilégiaient l'auto-suffisance. L'industrialisation de l'agriculture a amené le paysan à perdre peu à peu son autonomie, tant au niveau de ses savoirs et savoir-faire, que dans ses pratiques et ses choix. En achetant des machineries lourdes pour les labours, des intrants chimiques, des équipements d'irrigation et des semences hybrides, les paysans ont bouleversé leur mode de vie et anéanti leur autonomie. Ils se sont trouvés complètement pris dans un système dont ils sont devenus un rouage. L'unique raison d'être de l'exploitant agricole est désormais de produire pour un système industriel sans souci de nourrir les hommes ni de chercher à maintenir un environnement sain et durable qui étaient ses missions traditionnelles. Les paysans, transformés en exploitants agricoles, sont ainsi devenus des acteurs économiques dont le seul but est le profit.

S: *Cette perte des savoirs et savoir-faire traditionnels des paysans est-elle irréparable? Comment peut-on revivifier ces savoirs?*

SPV: Le développement d'une science agronomique conçue par des scientifiques a peu à peu dévalorisé les savoirs et pratiques des paysans. Ces connaissances, qui ont pourtant fait la preuve de leur efficacité, ont été peu à peu rejetées, oubliées et niées par la science. Il est encore possible de récupérer ces savoirs paysans là où ils existent encore au Sud comme au Nord. Des centres de formation mis sur pied par des paysans pour des paysans, et visant à récupérer et transmettre ces savoirs et savoir-faire, sont en train de se créer un peu partout en Asie, comme en Amérique Latine et en Europe. On retrouve, en outre, chez nombre de jeunes qui veulent s'installer, cette volonté de pratiquer une agriculture paysanne en retrouvant des connaissances que ne fournissent pas les systèmes institutionnels. De plus en plus d'expériences naissent et se développent de manière informelle sur le terrain.

S: *Comment peut-on «repaysanniser» l'agriculture? Comment grignoter du terrain par rapport au complexe agro-alimentaire?*

SPV: Ce n'est pas facile, ce n'est pas joué du tout, même si la «repaysannisation» est le meilleur moyen de lutter contre la faim dans le monde. Les deux tiers de ceux qui ne mangent pas à leur faim sont des paysans. C'est donc bien par là qu'il faut commencer: permettre aux paysans de se nourrir. Le premier combat est de maintenir des cultures vivrières contre des cultures de rente. Il est important qu'il y ait des mouvements paysans comme Via Campesina qui se revendiquent de l'agriculture paysanne. Ceux-ci témoignent d'une prise de conscience et d'une unité autour de ces agricultures paysannes. Des jeunes en passe de s'installer adoptent ce type

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél.: 09 74 53 46 19

e-mail: [info@radiozinzine.org](mailto:info@radiozinzine.org)

site: [www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)

**Publication hebdomadaire**

**Com. Paritaire N°0224G87780**

**ISSN: 1248-2951**

Directeur de Publication:

Jean Duflo

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

**Abonnement:**

**22 € pour 6 mois**

**42 € pour 1 an**

**abonnement de soutien 50€**

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

de démarche. Retourner à une agriculture biologique est un premier pas mais ce n'est cependant pas suffisant. On peut pratiquer une agriculture biologique en monoculture et de façon intensive.

*S: Des études auraient montré que les agricultures paysannes seraient plus efficaces que l'agriculture industrielle?*

SPV: Depuis une vingtaine d'années, une multitude d'études et de rapports affirment en effet que les agricultures paysannes ont une plus grande efficacité que l'agriculture industrielle. Une mesure économique en termes de rendement ne suffit pas. Il faut prendre en compte toutes les dimensions nécessaires pour assurer la pérennité écologique et sociale du système. Deux rapports récents ont montré la nécessité de faire appel aux pratiques agricoles paysannes face à la faillite de l'agriculture industrielle. Le rapport de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire qui s'est tenue à Rome dans le cadre de la FAO en 2007 est le plus intéressant. Il stipule que le rendement des cultures biologiques est, en moyenne, comparable à celui des cultures conventionnelles. Il montre aussi que les exploitations qui pratiquent l'agriculture biologique utilisent entre 33 % et 56 % d'énergie en moins par hectare. Le rapport de la FAO et celui rendu par l'IAASTD en 2002 (Rapport sur l'évaluation internationale des sciences et techniques agricoles au service du développement) montrent que si l'on prend en compte l'ensemble du système agricole — sa pérennité, le maintien de la biodiversité, l'optimisation de l'utilisation de l'eau et des énergies — les agricultures paysannes sont beaucoup plus performantes que les agricultures industrielles.

*S: Qu'entendez-vous par «après développement»? Et quelle forme pourrait prendre cette notion d'après-développement dans la sphère agricole?*

SPV: Le développement est passé partout, laissant derrière lui un cortège de dégâts. L'après-développement s'intéresse à tous les processus de réparation et de reconstruction. Il s'agit d'empêcher la poursuite des destructions et de réparer ce qui a été cassé. Ces reconstructions s'opèrent à partir des moyens dont disposent chaque région, chaque pays à partir des fondamentaux de l'alimentation. Pour réparer les dégâts écologiques du développement, on aura besoin des savoirs et savoir-faire de ceux qui ont su, à travers les siècles, maintenir les équilibres écologiques fondamentaux. Pour contrecarrer les pertes de biodiversité, on aura besoin de ceux qui préservent les semences et les races, les conservent, les multiplient.

